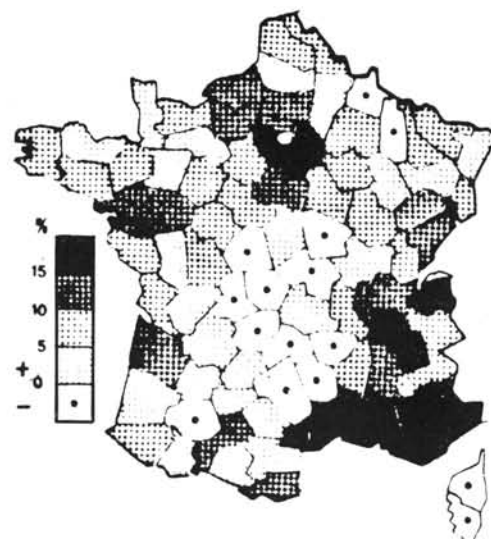


Taux d'évolution 1975-82 de la population des communes rurales (définition 82)

Monsieur Michel Rocard, Ministre de l'Agriculture, fait allusion, en tête du présent numéro de la revue, à un retour vers la campagne des populations : qu'en est-il de ce renversement des tendances, qui dément toutes les prévisions des experts d'il y a dix-huit ans ?

C'était, précisément, le moment où, dans le numéro 1 d'« AMENAGEMENT ET NATURE », nous exposions la nécessité d'un aménagement plus harmonieux du territoire, d'un meilleur équilibre entre la campagne et les villes, l'attraction grandissante exercée par l'espace rural sur les citadins, ainsi que les possibilités de développement des centres ruraux, pôles capables d'arrêter l'exode rural, cependant que Jean Keilling y évoquait un « exode urbain » (1). Pour savoir ce qu'il en est au juste, aujourd'hui, nous avons consulté un spécialiste en la matière, afin qu'il fasse le point de cet intéressant revirement, qui, après une période de stabilisation de la population rurale de 1968 à 1975, s'est affirmé.

(1) « AMENAGEMENT ET NATURE » n° 1 - 1966 : R. Bechmann : Evolution de l'Espace Rural - Jean Dayre : Le réseau des Centres Ruraux - J. Keilling : Solidarité ville-campagne.



J.C. BONTRON

un renversement de tendances LA CAMPAGNE SE REPEUPLE

De 1968 à 1975, la population rurale française s'était globalement stabilisée, après plus d'un siècle de déclin continu. De nombreux experts ont alors interprété ce phénomène comme un simple « accident », l'INSEE lui-même pronostiquant pour l'avenir un nouveau mouvement de baisse. Les résultats du recensement de 1982 sont venus infirmer ces hypothèses : ils montrent au contraire un spectaculaire renversement des tendances anciennes, qui se traduit par une nette croissance d'ensemble de la population des communes rurales et le recul démographique de nombreuses villes.

UN RENVERSEMENT SIGNIFICATIF

Entre 1975 et 1982, les communes rurales gagnent 840.000 habitants, et renforcent ainsi leur poids social dans la nation. Avec 14,5 millions de ruraux et 27% de sa population totale, la France reste un pays profondément rural.

Cette augmentation de 6,2% de la population rurale minimise d'ailleurs la tendance, puisqu'elle ne prend pas en compte les 464 communes rurales qui sont devenues urbaines entre 1975 et 1982 par dépassement du seuil statistique ou par rattachement à une agglomération urbaine. Elle est d'autant plus significative qu'elle intervient dans une phase de ralentissement de la croissance démographique globale (+ 0,5% par an contre + 0,81 % dans la période précédente) et qu'elle apparaît maintenant supérieure à la croissance des villes et agglomérations urbaines telles qu'elles sont définies par l'INSEE (+ 2,1%).

Un autre élément renforce ce constat, c'est la diffusion territoriale du phénomène de reprise. En effet, la croissance rurale globale n'est pas obtenue par les gains de quelques centaines de communes privilégiées par une situation géographique ou économique favorable. Elle concerne plus de 17 000 d'entre elles, c'est-à-dire 55%, taux qui traduit une forte extension du phénomène par rapport aux années antérieures (cf tableau 2)

EVOLUTION RECENTE DES POPULATIONS URBAINES ET RURALES				
Définition INSEE 82 des communes urbaines et rurales.				
Communes	Population		Augmentation	
	1975	1982	N	%
Urbaines	39 036	39 875	+ 839	+ 2,1
Rurales	13 620	14 460	+ 840	+ 6,2
Ensemble :	52 656	54 335	+ 1 679	+ 3,2

Si cette reprise démographique des communes rurales est une réalité incontestable, et qu'elle s'inscrit comme une rupture majeure dans l'histoire du peuplement de la France, elle n'est cependant pas exceptionnelle dans la mesure où plusieurs pays européens ont déjà connu un phénomène identique. (La Grande Bretagne, la Belgique, l'Allemagne.....)

DES COMPOSANTES LARGEMENT MODIFIEES

Le renversement de tendance s'accompagne aussi d'une inversion du rôle des composantes naturelle et migratoire dans la croissance de l'urbain et du rural.

Dans le schéma traditionnel, le milieu rural était caractérisé par une forte natalité et un important exode qui venait alimenter la croissance urbaine. L'exode rural, alimenté par les transferts de main-d'œuvre de l'agriculture vers l'industrie, était alors le facteur décisif de l'évolution démographique d'ensemble des campagnes.

L'émigration sélective des jeunes, et surtout des femmes, a contribué au vieillissement et à une baisse du nombre des jeunes couples. Puis, en quelques années, les comportements de fécondité des ruraux se sont alignés sur ceux des urbains. Le bilan des naissances et des décès en commune rurale est aujourd'hui négatif dans les trois quarts des départements.

Parallèlement à ce mouvement, les échanges migratoires avec les villes se sont intensifiés et sont devenus infiniment plus complexes que l'ancien schéma univoque de l'exode rural. De nouveaux apports migratoires se sont, en particulier, développés en faveur des communes rurales : installation de retraités urbains, néo-ruraux, ouvriers s'installant à la faveur d'un déploiement géographique de certaines industries de main-d'œuvre, ménages urbains à la recherche d'un habitat individuel moins cher ou plus conforme à leurs goûts... Mais plus encore que ces apports, c'est le ralentissement des départs vers la ville qui explique le renversement de tendance. D'un fort déficit, le bilan des migrations passe à un gain de plus de 1 % par an. Crise économique et crise d'un certain cadre de vie urbain se sont conjugués pour enlever progressivement au départ vers la ville, son image an-

COMMUNES RURALES EN CROISSANCE		
Périodes	Nombre	%
1954-62	9 150	28,7
1952-68	10 219	32,0
1968-75	11 053	34,6
1975-82	17 544	55,5
Tableau 2	Source SEGESA/INSEE	

cestrale de promotion sociale pour les ruraux, et pour substituer à l'exode rural ce que d'aucun ont déjà appelé « l'exode urbain » :

UNE NOUVELLE DYNAMIQUE SPATIALE DU PEUPLEMENT

Ce constat d'ensemble n'a, bien sûr, pas valeur pour chacune des communes rurales. L'examen attentif de l'évolution par commune, imparfaitement traduite par la carte départementale présentée ici, met en évidence quatre tendances :

— L'extension des auroles de croissance autour des grandes agglomérations urbaines et des villes moyennes, surtout de celles faisant fonction de pôle administratif ou tertiaire. Dans un rayon de 15 à 30 km, presque toutes les communes gagnent des habitants, le fait allant souvent de pair avec la dépopulation des centres-villes. Si le fait n'est pas véritablement nouveau pour les très grandes villes (il s'est toutefois largement étendu), il l'est pour de nombreuses villes, petites et moyennes qui, jusqu'à présent s'étaient surtout développées aux dépens de leur périphérie rurale.

— La reprise démographique de secteurs ruraux situés hors des zones d'influence urbaine. Elle est attestée par le fait que 39% des communes situées dans des cantons entièrement hors ZPIU (1) connaissent des gains de population, et concerne à la fois des milieux touchés par une certaine diffusion industrielle (cas du Choletais), des secteurs d'accueil de retraités (Périgord, Provence intérieure...) et de développement touristique (montagne alpine, littoral...).

— La persistance de secteurs de déclin, qui voient se poursuivre et parfois s'amplifier le mouvement de dépopulation rurale. Les 13 départements concernés (Corse non comprise) appartiennent à cette France rurale fragile de la périphérie sud du Bassin Parisien (Nivernais, Berry), et surtout du Massif Central, où la politique de rénovation menée ces dix dernières années n'a pu enrayer le processus de dépopulation.

— La modification des grands courants de migrations définitives : l'exode se tarit dans les grandes régions à dominante agricole, où il était la règle (Bretagne, Sud-Ouest) pour affecter maintenant les bassins d'industrialisation ancienne en crise que sont le Nord, la Picardie, la Lorraine, les Ardennes... Le phénomène affecte ici particulièrement les villes, et c'est là que l'on trouve la presque totalité des 24 départements dans lesquels la population urbaine a connu une baisse.

Plus que l'extension de la diffusion périurbaine, c'est cette dernière tendance

qui nous paraît être le constat essentiel du dernier recensement.

Au grand clivage Est-Ouest que durant des années, la politique d'Aménagement du Territoire s'est attachée à rééquilibrer, s'établit une toute autre discrimination entre des régions industrielles en crise, des espaces de diffusion d'activités nouvelles et de secteurs de résistance par une diversification des fonctions locales.

UN NOUVEL ESPACE RURAL ?

Les premiers résultats du recensement ont très vite suscité des analyses tendant à interpréter le mouvement de croissance rurale, comme une forme élargie du développement urbain, une généralisation « à l'américaine » du phénomène de rurbanisation, un envahissement de la campagne par la ville. Il est vrai que, dans les grandes agglomérations, la dissociation habitat-travail et le désir d'accéder au pavillon individuel provoquent un desserrement résidentiel qui alimente la croissance des communes rurales proches.

Il faut cependant se méfier d'interprétation par trop idéologiques, pour lesquelles tout développement est urbanisation, le rural étant obligatoirement associé à déclin. Quelle est la part des nouvelles populations d'origine urbaine dans ces communes ? Les arrivants ne sont-ils pas souvent d'anciens ruraux qui font construire sur une parcelle héritée ? Quelle dépendance à la ville ont ces populations dans leur mode de vie ? La proximité de la ville ne joue-t-elle pas surtout un rôle sécurisant ? Quel type de gestion développe la municipalité ?... Il faudrait pouvoir répondre à ces questions pour valablement interpréter ces phénomènes. En tout état de cause, remarquons que les populations nouvelles affirment leur ruralité, que les maires ruraux, qui ont fait des lotissements, attiré des entreprises, développé les équipements collectifs, encouragé le tourisme vert... ont joué la carte de leurs communes, indépendamment des politiques d'inspiration urbaine. Pourquoi ne s'agirait-il pas là de développement rural ?

L'évolution récente vient aussi confirmer la réversibilité des phénomènes dits de « désertification ». Sur le front des zones à faible densité, on constate, il est vrai, que le processus de dépopulation n'est pas enrayé dans le Massif Central et les Pyrénées, mais en Lozère, dans les Alpes du Sud — au cœur de la « France du vide » — la reprise amorcée en 1968 s'est amplifiée. La baisse de la population agricole n'a plus le rôle déterminant qu'elle avait autrefois ; avec 20 à 25% d'agriculteurs, la population rurale, évolue selon d'autres modalités. La crise ou la diffusion des petites industries rurales, la professionnalisation

du tourisme vert, la politique de construction des municipalités sont maintenant les facteurs essentiels du déclin ou de la croissance du milieu rural.

Enfin, la dernière interrogation porte sur le rôle de la crise dans la redistribution du peuplement. Les solutions alternatives à la crise semblent en effet trouver un contexte plus favorable dans le milieu rural. Il est vrai que les technologies nouvelles débloquent une partie des contraintes qui étaient spécifiques à ce milieu, mais n'y a-t-il pas là aussi un redéploiement de l'appareil productif vers des bassins de main-d'œuvre peu qualifiée ?

Sur deux habitants supplémentaires « gagnés » entre 1975 et 1982, un s'est installé à la ville, l'autre à la campagne ; Le désir de 56% des Français pour une résidence en milieu rural, qu'une enquête de la SOFRES avait mis en évidence dès 1971, serait donc prêt de se réaliser. Il y a, sur la campagne, un projet social global, qui n'est plus celui des agriculteurs. La diversification des sociétés locales qui en résulte, multiplie les enjeux contradictoires, tant sur les formes d'usage de l'espace que sur la politique des équipements. Les glissements intervenus aux dernières élections municipales en faveur de maires non agriculteurs, ne sont que les prémices d'un renversement plus important des rapports de pouvoir dans les communes rurales. Par qui et pour quoi sera gérée la campagne demain, c'est une question qui prend une acuité toute particulière avec la décentralisation.

Jean-Claude BONTRON

Société d'Études
Géographiques, Économiques
et Sociologiques Appliquées
Paris

BIBLIOGRAPHIE

- J. BOUDOUL et J.-P. FAUR « Renaissance des Communes rurales, ou nouvelle forme d'urbanisation ? ». Supplément à *Economie et Statistique* n° 119, Nov 1982.
- C. FRANCAERT et J.-P. PUIG « Quel avenir pour la démographie du monde rural ? ». *Economie et Statistique*, n° 115, Octobre 1979.
- H. de FARCY et R. GROUSSARD « Demain, l'exode urbain ». *Purpan* n° 122, Janvier-Mars 1982.
- J.-W. AITCHISON et J.-C. BONTRON « L'avenir des zones à faible densité ». La documentation française, *TRP* n° 81, 1981.
- J.-C. BONTRON et N. MATHIEU « Transformations agricoles et transformations rurales en France depuis 1950 ». *Economie Rurale* n° 137, 1980.

TAUX ANNUELS PAR PERIODES (%) DES BILANS NATURELS ET MIGRATOIRE DES COMMUNES RURALES

Source INSEE

	Bilan naturel	Solde migratoire
1954-62	+ 0,51	- 0,96
1962-68	+ 0,31	- 0,69
1968-75	+ 0,03	- 0,04
1975-82	- 0,10	+ 1,17

Tableau 3

(1) Zones de peuplement industriel ou urbain. Elles comprennent en plus des communes urbaines les « communes douaires » et celles qui comportent des établissements industriels.